

NICOLAS
BAVEREZ

DÉMOCRATIES
CONTRE
EMPIRES AUTORITAIRES

La liberté est un combat

L'Éditions de
Observatoire

L'invasion de l'Ukraine par la Russie marque l'engagement d'une grande confrontation entre les empires autoritaires et les démocraties, prises elles-mêmes en étau entre les autocrates et les populistes. La guerre, ouverte ou hybride, effectuée donc un retour en force. Et elle est là pour durer.

Depuis l'effondrement du bloc soviétique, les citoyens des démocraties pensaient que leur sécurité et leur avenir étaient garantis. Les nations occidentales restaient persuadées de la supériorité universelle de leurs valeurs, de leurs institutions, de leurs technologies et de leurs armées. Immense erreur ! 1989, à l'égal de 1918, fut une paix manquée.

Comme dans les années 1930, les nations libres n'ont pas voulu voir la dangerosité de leurs ennemis. Dès lors, les régimes autoritaires ont profité des faiblesses de l'Occident pour se renforcer militairement, politiquement et idéologiquement, de la Chine de Xi Jinping à la Russie de Vladimir Poutine. Ces empires partagent une même détestation de la liberté politique. Ils revendiquent la supériorité de leur modèle et entendent faire émerger par la force armée un ordre mondial post-occidental, fondé sur l'arbitraire et la violence.

Mais rien n'est perdu. L'agression de l'Ukraine constitue une tragique mais salutaire mise en garde. Les démocraties conservent d'immenses ressources pour résister, à condition de surmonter leurs crises intérieures et de s'unir autour de la défense de leurs intérêts et de leurs valeurs. L'Occident doit reprendre conscience de son héritage et de son unité pour déjouer les menaces des empires autoritaires. L'heure n'est pas à la déploration, mais à la mobilisation pour sauver la liberté.

Historien, économiste et avocat, Nicolas Baverez est éditorialiste au *Point* et au *Figaro*. Il est l'auteur de plusieurs essais, dont *L'Alerte démocratique* (2020) et *(Re)constructions* (2021) aux Éditions de l'Observatoire.

ISBN : 979-10-329-2645-1



9 791032 926451

21 € TTC FRANCE

Création graphique : UCAP

Introduction

Le douloureux réveil des somnambules

« Cela reste une loi inéluctable de l'histoire : elle défend précisément aux contemporains de reconnaître dès leurs premiers commencements les grands mouvements qui déterminent leur époque. »

Stefan Zweig,
Le Monde d'hier.
Souvenirs d'un Européen

Durant trois décennies, les citoyens des démocraties se sont endormis le cœur léger en pensant que leur sécurité et leur avenir étaient garantis. Certes, l'histoire s'était remise en route depuis le début du XXI^e siècle et la violence avait brisé nombre des chaînes qui avaient été mises en place pour tenter de la contrôler. Certes, l'Occident, cédant à la démesure et se pensant sans rival, enchaînait les revers, perdant successivement le contrôle de l'ordre mondial à partir de 2001, du capitalisme mondialisé avec le krach de 2008, du fonctionnement de ses institutions et de la paix civile avec la poussée populiste. Certes, la promesse démocratique de la sécurité, de la prospérité et de la stabilité devenait de moins en moins réelle et crédible, faisant basculer des pans entiers de la population dans les passions collectives, le complotisme ou le désengagement.

Mais les nations occidentales restaient persuadées de la supériorité et de la vocation universelle de leurs valeurs, de leurs institutions, de leurs technologies et de leurs armées. La conviction qu'il n'existait pas de menace extérieure vitale encouragea la crise intérieure des démocraties, qui s'abandonnèrent à leurs pathologies : individualisme radical et polarisation des opinions ; paralysie des institutions du fait de l'incapacité à conclure des compromis ; exacerbation des inégalités et fragmentation des nations ; guerre civile froide autour des clivages raciaux et sociaux, des questions de genre ou du droit à l'avortement ; dissolution de la nation et du sens de l'intérêt général. Puis, le 24 février 2022, tout bascula avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Le retour de la guerre entre puissances en Europe

L'attaque de l'Ukraine, pays souverain et démocratique de 43 millions d'habitants, par la Russie, jouant explicitement de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et de puissance nucléaire, est sans précédent depuis 1945. Elle marque un changement de monde avec le retour de la guerre de haute intensité en Europe, accompagnée d'un cortège d'atrocités. Après l'échec de la tentative de *Blitzkrieg* pour conquérir Kiev, elle prend la forme, selon les méthodes expérimentées en Syrie, d'une guerre d'attrition et d'anéantissement qui met en scène l'ascension de la violence aux extrêmes, rasant des villes entières, ciblant délibérément la population et les infrastructures civiles, multipliant les crimes de guerre, mettant volontairement en danger les installations nucléaires civiles.

Les risques d'escalade du conflit augmentent par ailleurs avec sa durée, avec l'ampleur des pertes humaines et matérielles et avec son internationalisation. Sur le plan géographique, les opérations peuvent à tout moment s'étendre à la Moldavie ou aux États baltes au prétexte de la présence de communautés russophones, l'objectif ultime de Vladimir Poutine consistant à refouler la démocratie et à réimposer par la force armée le principe d'une souveraineté sur tous les territoires ainsi qu'à toutes les populations décrétés russes. Sur le plan militaire, Moscou a brandi à plusieurs reprises la menace de recourir aux armes chimiques ou nucléaires. Sur le plan économique, la guerre provoque une crise énergétique et alimentaire mondiale, tandis que les sanctions visant l'agresseur, inédites par leur ampleur et par l'alignement des pays occidentaux, le font basculer dans la récession et ruine la partie moderne de son système productif. Sur le plan stratégique, l'engagement croissant des États-Unis pour soutenir l'armée ukrainienne et le danger d'un affrontement entre la Russie et l'OTAN font pendant à la solidarité de Pékin, mais aussi de l'Iran et de la Corée du Nord, envers Moscou.

Comme toujours avec une guerre, on sait quand on la commence, mais jamais quand ni comment on la termine. Rien ne s'est passé comme prévu. La résistance héroïque des Ukrainiens a bloqué l'offensive russe sur Kiev. L'échec du plan initial de Moscou a débouché sur une longue guerre d'attrition dans le Donbass et le long du littoral de la mer Noire. Mais quelle qu'en soit l'issue, le conflit constitue un tournant historique, ouvrant une nouvelle ère placée sous le signe du renouveau des ambitions de puissance et des affrontements armés majeurs entre États.

La guerre accouche, au prix d'une épouvantable tragédie, d'une nation ukrainienne qui se construit sous le

signe de la défense de la souveraineté et de la liberté. La Russie se trouve dans une impasse, entre effondrement de la démographie, exil des talents et des cerveaux et récession historique du fait des sanctions internationales. L'ampleur inouïe des violences commises en Ukraine interdit toute normalisation rapide et ne lui laisse d'autre perspective d'avenir que sa vassalisation par la Chine. L'Europe replonge dans les pires heures de la guerre froide, avec un nouveau rideau de fer qui la sépare, courant de la Baltique à la Grèce. Il n'est pas seulement idéologique, politique et militaire, mais aussi économique et technologique du fait des sanctions sans précédent qui visent la Russie.

Le basculement du monde

Si les opérations militaires se déroulent en Europe, les conséquences du conflit sont planétaires. Derrière la guerre en Ukraine pointe Taïwan, qui concentre les risques d'affrontement entre la Chine et les États-Unis et que nombre d'analystes considéraient comme le théâtre de confrontation le plus probable entre les empires autoritaires et les démocraties.

Quelles que soient ses réserves sur l'attaque de l'Ukraine, quelles que soient ses inquiétudes sur le réarmement de l'Allemagne et surtout du Japon qui en résulte, la Chine de Xi Jinping a témoigné de son soutien à l'égard de la Russie de Vladimir Poutine, au nom de « l'amitié sans limite » actée par l'accord de partenariat du 4 février 2022. Si le conflit ukrainien souligne la capacité de résistance d'une démocratie faisant face à une agression extérieure, Pékin n'entend nullement renoncer à annexer l'île et poursuit méthodiquement

sa montée en puissance économique et militaire dans l'Asie-Pacifique, comme l'ont montré les manœuvres militaires déclenchées au prétexte de la visite de Nancy Pelosi, simulant un blocus et une invasion de l'île, puis relancées à la fin de l'année 2022.

Les États-Unis, même s'ils ont été contraints par la guerre en Ukraine de se réengager en Europe, font plus que jamais de l'Asie et du cantonnement de la Chine leur priorité stratégique. La rivalité avec Pékin constitue d'ailleurs le seul facteur de continuité de la politique étrangère américaine de Barack Obama à Joe Biden en passant par Donald Trump, même si sa déclinaison a sensiblement varié. Elle se traduit par l'embargo organisé par Washington sur les semi-conducteurs de dernière génération et toutes les technologies permettant de les produire.

Joe Biden a ainsi mis fin à l'ambiguïté concernant Taïwan, en affirmant l'engagement de son pays à assurer sa défense en cas d'invasion chinoise. À travers le « Quad », qui rassemble les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde, ou le traité Aukus conclu avec l'Australie et le Royaume-Uni, il cherche à retisser un réseau d'alliances en Asie-Pacifique qui permette de contenir la Chine. Par ailleurs, Washington travaille à découpler Pékin de la mondialisation qui a permis son émergence. Le nouveau cadre économique pour l'Indo-Pacifique tente ainsi de remédier au désastre du retrait par Donald Trump du Pacte transpacifique en fédérant treize pays représentant 40 % du PIB mondial autour de la sécurité des chaînes de production ainsi que des normes technologiques et environnementales. En Asie aussi, l'affrontement des volontés de puissance et la logique des sphères d'influence s'affirment.

Pour autant, il n'existe aucun retour vers le monde bipolaire de la guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique. En effet, les grands pays émergents, à l'exception de la Chine, se tiennent à distance de la guerre en Ukraine et refusent, à l'image de l'Inde, de l'Indonésie, du Brésil, de l'Afrique du Sud, du Sénégal ou des pays du Golfe, de prendre position dans un conflit qu'ils estiment ne pas être le leur mais un affrontement fratricide interne à l'Occident. Le Sud s'est autonomisé tout en versant dans une posture de plus en plus hostile aux démocraties, assimilées aux anciennes puissances coloniales. Il prend ses distances avec une guerre qu'il juge purement européenne. Il s'abstient massivement lors des votes aux Nations unies et n'applique pas les sanctions internationales contre la Russie. Il reprend largement à son compte la thèse de Moscou attribuant le conflit à l'expansion de l'OTAN et l'origine de la crise alimentaire aux sanctions et non pas aux conséquences de l'agression de l'Ukraine par la Russie.

Le conflit ukrainien abolit surtout les limites mises en place pour tenter d'encadrer le recours à la force armée, libérant la violence sur tous les continents. Il est ainsi à prévoir que de nombreux affrontements gelés se transforment en confrontation armée directe, en Afrique, au Moyen-Orient, au Maghreb, mais aussi au Caucase, en Asie centrale ou en Méditerranée. Par ailleurs, la crise ukrainienne crée un appel d'air pour la prolifération des armes de destruction massive, particulièrement du nucléaire, à l'exemple de la Corée du Nord ou de l'Iran qui en profite pour accélérer son programme militaire afin de sanctuariser la République islamique.

L'économie mondiale n'est pas moins affectée. Le conflit ukrainien a fait exploser les déséquilibres

accumulés au cours de l'épidémie de Covid-19. Il a provoqué sur l'énergie et les matières premières le choc d'offre le plus violent depuis le premier choc pétrolier, en même temps qu'une crise alimentaire planétaire. Les prix de l'énergie, des matières premières, des denrées et des intrants agricoles se sont envolés. L'effet sur l'économie mondiale est dévastateur. L'activité connaît une baisse synchronisée dans tous les grands pôles. L'inflation se déchaîne, forçant les banques centrales à augmenter leurs taux d'intérêt. Simultanément, la dévastation de l'Ukraine, pays qui nourrit 400 millions de personnes dans le monde, et la rupture des chaînes logistiques créent un risque de famine dans nombre d'États d'Afrique et du monde arabe, et ont fait basculer plus de 200 millions de personnes dans la précarité alimentaire.

Les changements de l'économie mondiale ne sont pas conjoncturels mais structurels. La structure stagflationniste acte la fin de la mondialisation. Les principes sur lesquels elle reposait étaient en effet l'effacement des frontières économiques, le primat des marchés sur les États, le retour à un capitalisme entrepreneurial porté par la dérégulation de la finance et de la technologie. Ils sont aujourd'hui caducs. La géopolitique et les rapports de force entre grandes puissances dominant. Les échanges, mais aussi la finance et la technologie, se restructurent autour de blocs idéologiques et militaires. La réapparition de formes d'économie de guerre, notamment dans les domaines de l'énergie et de l'alimentation, réhabilite le dirigisme et la planification. L'indépendance des banques centrales, otages du surendettement public et privé, devient largement fictive.

La guerre d'Ukraine a accéléré et cristallisé des transformations qui étaient largement engagées, qu'il s'agisse

des ambitions de puissance des empires autoritaires, de leur rapprochement fondé sur la détestation de la démocratie, de leur volonté de construire un monde post-occidental, de la fragmentation de la mondialisation, du retour de l'inflation ou de la revanche des États sur les marchés. Pourtant, la surprise a été totale pour les démocraties, qui, particulièrement en Europe, ont refusé jusqu'au déclenchement des hostilités de prendre au sérieux l'hypothèse d'une attaque russe sur l'Ukraine.

L'aveuglement volontaire des démocraties

La guerre d'Ukraine n'a pas éclaté comme un orage dans un ciel paisible. Les dirigeants et les citoyens des démocraties se sont comportés comme des somnambules. Non pas comme à l'été 1914 en courant à la guerre totale par le jeu des alliances, dans l'ignorance de ses terribles conséquences¹, mais comme dans les années 1930, en s'aveuglant de manière volontaire sur la montée des menaces visant la liberté, en dépit de la multiplication des alertes. À l'exception notable de l'Europe orientale et des pays baltes qui n'ont cessé de mettre vainement en garde sur la menace poutinienne, particulièrement depuis l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014.

Le 11 septembre 2001, le terrorisme islamiste frappa l'Amérique au cœur, ouvrant un cycle de guerres enlissées et perdues. Les conflits armés étaient de retour, mais, pour les nations occidentales, ils étaient choisis et non subis, prenant la forme d'affrontements

1. Christopher Clark, *Les Somnambules. Été 1914. Comment l'Europe a marché vers la guerre*, Flammarion, 2013 ; « Champs », 2015.

asymétriques sur de lointains théâtres extérieurs, à l'image de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Syrie ou du Sahel. Conclues par des défaites, ruineux sur le plan politique et économique, ils n'ont pas mis pour autant en péril leur souveraineté ou leurs intérêts vitaux. Le terrorisme islamiste s'est reconfiguré et s'est transformé en réseau social de la terreur au sein des sociétés développées, perpétrant des attaques régulières, sans pour autant représenter un risque stratégique pour leur population ou leur territoire.

Tout autre est le défi lancé par les régimes autoritaires. Ils ont profité de la faiblesse et de la division des démocraties pour ressurgir de leurs cendres, pour se durcir politiquement et idéologiquement, pour affirmer leurs ambitions de puissance et ériger l'Occident en ennemi.

La Chine de Xi Jinping a rompu avec les principes de prudence de Deng Xiaoping qui présidèrent à son émergence et à ses Quarante Glorieuses pour revendiquer ouvertement le leadership mondial à l'horizon 2049. Sur le plan économique, elle s'est construite sur la prédation, le *dumping* et la manipulation de sa monnaie, n'appliquant jamais les principes du libre-échange qui sous-tendaient la mondialisation. Sur le plan intérieur, elle a réhabilité le pouvoir absolu et le culte de la personnalité, tout en se saisissant de l'épidémie de Covid-19 pour mettre en place un *Big Brother* numérique impitoyable, et en réprimant de manière féroce la minorité ouïgoure dans le Xinjiang comme les manifestants contre la stratégie zéro Covid. À l'extérieur, elle a annexé Hong Kong, étendu sa souveraineté sur la mer de Chine en construisant à partir d'îlots militarisés une grande muraille maritime ; elle menace Taiwan d'une invasion militaire et multiplie les affrontements avec

l'Inde dans le Ladakh ; elle soutient activement toutes les dictatures, de la Russie au Myanmar en passant par le Venezuela, Cuba ou l'Iran.

Le régime de Vladimir Poutine a, quant à lui, basculé de la démocratie au totalitarisme, en prônant le mensonge, la terreur et la violence comme principes de l'État. Un tournant est intervenu avec la réélection du maître du Kremlin en 2012, qui a débouché sur la réhabilitation du pouvoir absolu. Elle a été actée par la révision constitutionnelle de 2020 lui permettant de rester en fonction jusqu'en 2036 ; simultanément, la stratégie de reconstitution de l'empire supplantait la modernisation économique. Après la Crimée, Moscou a repris le contrôle de la Biélorussie en volant au secours d'Alexandre Loukachenko lors des émeutes déclenchées par les élections truquées de 2020, puis il est intervenu au Kazakhstan pour aider à réprimer les violentes manifestations de protestation contre la hausse des prix du carburant. Le pouvoir illimité est allé de pair avec l'institutionnalisation de la guerre, devenue le socle du régime avec l'enchaînement des interventions en Géorgie (2008), en Syrie (2013), en Crimée et au Donbass (2014), en Libye (2016), en Centrafrique (2018) et au Mali (depuis 2016), tous conflits qui ont abouti à l'invasion de l'Ukraine en 2022.

Les deux empires partagent la détestation de la liberté politique et de l'Occident. Postulant son déclin comme le caractère obsolète de la démocratie, ils revendiquent la supériorité de leur modèle autoritaire pour répondre aux besoins de leur population comme pour faire émerger un nouvel ordre mondial, fondé sur des sphères d'influence et des rapports de force qui excluent toute forme d'universalisme. Ils ont noué avec l'accord de partenariat du 4 février 2022 une sainte-alliance qui

désigne les démocraties occidentales comme ennemies, rappelant la logique du pacte germano-soviétique du 23 août 1939 qui servit de prélude à la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, la mondialisation, inventée par les démocraties occidentales, s'est retournée contre elles. La Chine a bénéficié de la dérégulation des échanges pour devenir l'atelier du monde et accélérer son émergence, tout en installant l'Occident dans une relation de dépendance délétère pour la fourniture des biens essentiels. Le krach de 2008, provoqué par une création monétaire démesurée et par la dérégulation financière, a déstabilisé les classes moyennes des pays développés, provoquant une puissante vague populiste. Elle toucha le cœur des démocraties occidentales à partir de 2016 avec le vote du Brexit au Royaume-Uni puis l'élection de Donald Trump aux États-Unis. Elle gagna toute l'Europe, sous la pression des mouvements d'extrême droite et d'extrême gauche mais aussi du modèle de la démocratie illibérale promu par Viktor Orbán en Hongrie.

L'épidémie de Covid-19 a achevé d'ébranler les démocraties sans provoquer de remise en question radicale. Elle a dévoilé, de manière inattendue, le manque d'anticipation et de préparation des États à la gestion des crises, les fragilités des systèmes de santé, l'éducation insuffisante de la population aux technologies numériques, l'ampleur des pertes de souveraineté en matière d'industrie et de recherche. Les sociétés occidentales ont découvert leur vulnérabilité tout en affichant leurs lacunes devant le reste du monde. Les hôpitaux ont été rapidement saturés, soulignant les effets délétères du démantèlement de la santé publique aux États-Unis ou, à l'inverse, du rationnement des soins pour équilibrer les finances sociales dans la plupart des pays d'Europe.

Les confinements ont miné les libertés publiques, provoqué une récession historique et gonflé les dettes des États et des entreprises. Puis la percée effectuée grâce aux vaccins à ARN messenger et la reprise portée par la dynamique du rattrapage de la terrible année 2020 et le déversement de liquidités par les banques centrales ont donné l'illusion d'un rétablissement du leadership de l'Occident, même si la politique vaccinale de la population a déchaîné une vague de complotisme et si la relance a creusé les inégalités. Le déni s'est imposé à nouveau, et avec lui les affrontements intérieurs stériles et la division des démocraties.

Le difficile réveil

Alexis de Tocqueville soulignait que les démocraties sont par nature des régimes pacifiques que la guerre met en grand danger, même si elles disposent de formidables ressources avec la mobilisation de leurs citoyens qui peut leur permettre de l'emporter sur la durée : « Un peuple démocratique qui entreprend une guerre après une longue paix risque beaucoup plus qu'un autre d'être vaincu ; mais il ne doit pas se laisser aisément abattre par les revers, car les chances de son armée s'accroissent par la durée même de la guerre¹. » L'Ukraine confirme que les démocraties, si elles parviennent à résister et à repousser le premier assaut, ne sont pas inéluctablement vaincues par les empires autoritaires.

Pour les démocraties, notamment en Europe, le réveil a été d'une brutalité rare. Notre continent s'était résolument

1. Alexis de Tocqueville, *De la Démocratie en Amérique*, t. II, Flammarion, GF, 1981, p. 339.

converti au mythe de la fin de l'histoire et de la paix perpétuelle, fort de la conviction que le commerce, alimentant par ailleurs la corruption endémique des régimes autoritaires, était la meilleure protection contre le recours à la force armée. Ces croyances ont volé en éclats.

Contrairement au pari lancé par Vladimir Poutine sur sa décadence, l'Occident a réagi avec une vigueur et une rapidité inattendues. Les États-Unis se sont réengagés en Europe où stationnent 120 000 soldats américains. Ils apportent une aide financière et militaire massive à l'Ukraine, mobilisant quelque 70 milliards de dollars – dont 25 milliards de livraisons d'équipements militaires. Tout en refusant d'intervenir directement, ils ont mis à disposition de Kiev la puissance de leurs services de renseignement et de leur industrie de défense, afin d'affaiblir durablement le potentiel conventionnel de l'armée russe. Ils bénéficient du renouveau de leur garantie de sécurité et de leurs alliances stratégiques – au premier rang desquelles l'OTAN. Moribonde, l'Alliance atlantique a ressuscité autour de la sécurité collective et se trouve aujourd'hui plébiscitée par les Européens. Le sommet de Madrid a ainsi décidé de déployer 300 000 hommes dans le cadre d'une défense de l'avant contre la Russie, il a approuvé l'adhésion de la Suède et de la Finlande, et il a aussi réitéré l'engagement des alliés à consacrer 2 % de leur PIB à la défense.

L'Union européenne a montré une réactivité et une unité sans précédent dans son soutien y compris militaire à l'Ukraine, dans l'adoption et l'application de sanctions à l'ampleur inédite, dans la réduction de sa dépendance gazière à la Russie et dans le lancement d'un effort de réarmement. À noter le rôle emblématique de l'Allemagne qui a entrepris un spectaculaire aggiornamento de sa stratégie énergétique et de sa politique

extérieure. Elle a rompu avec sa tradition mercantile et pacifiste en décidant de s'émanciper de sa dépendance aux hydrocarbures russes, d'investir 100 milliards d'euros en cinq ans dans sa défense et de porter son effort de défense de 1,5 % à 2 % de son PIB. L'Union a également acté le principe de la candidature de l'Ukraine et se déclare prête à piloter sa reconstruction en la finançant notamment par des actifs russes gelés.

Pour autant, les démocraties restent très loin d'avoir pris la mesure des bouleversements du monde qu'implique la guerre en Ukraine et qui s'imposeront, même si une forme de suspension des hostilités devait être conclue. Leur apparente unité masque un grand écart : les États-Unis voient leurs secteurs de l'énergie, de l'armement et de l'agriculture confortés par le conflit, quand l'Europe se montre économiquement fragilisée, mais aussi politiquement et moralement. Le basculement vers une longue guerre d'attrition accroît par ailleurs la fatigue au sein des opinions publiques, en même temps que s'approfondissent les crises énergétique et alimentaire et que s'installe la stagflation.

Au sein même de l'Union, des divergences de plus en plus importantes se font jour sur la ligne à tenir à l'égard de la Russie – l'Allemagne, la France et l'Italie privilégiant la recherche d'une solution diplomatique avec Moscou, tandis que les pays d'Europe orientale et de la Baltique, alignés sur les États-Unis et le Royaume-Uni, entendent avant tout affaiblir le Kremlin afin de rendre impossible une nouvelle agression. Il n'est pas jusqu'au groupe de Visegrád, hier soudé autour du modèle de la démocratie illibérale, qui n'éclate : la Hongrie de Viktor Orbán se retrouve isolée dans sa proximité avec Moscou, tandis que les autres pays, à l'image de la Pologne, affichent leur solidarité avec

l'Ukraine et militent pour une ligne d'extrême fermeté face à la Russie. À l'ouest, l'Allemagne hésite encore sur la réorientation de sa stratégie économique, énergétique et diplomatique, comme sur le maintien de la relation commerciale privilégiée avec la Chine.

L'Europe reste enfin incertaine sur l'urgence, l'ampleur et les objectifs de son réarmement. Confrontée à un grand vide en terme de sécurité, son premier mouvement est de se tourner vers l'OTAN. Avec cependant le risque qu'une protection américaine ne se retourne contre l'Europe si les élections ramenaient à la Maison-Blanche Donald Trump ou l'un de ses émules isolationnistes. L'Amérique de Joe Biden diffère profondément de celle d'Harry Truman. Sa démocratie est de plus en plus dysfonctionnelle en raison de la polarisation de l'opinion et de la guerre culturelle qui mine la nation, qu'il s'agisse des conflits raciaux, du statut des minorités et de la reconnaissance de la diversité, du droit à l'avortement, de la réglementation des armes à feu. Il est douteux qu'elle survive à un éventuel second mandat de Donald Trump, devenue moins probable depuis les élections de mi-mandat. Du côté européen, aucune pédagogie n'a été engagée en direction des citoyens pour leur faire prendre conscience des menaces qui pèsent sur le continent et des changements drastiques qu'exigent la lutte contre la stagflation et la reconquête de la souveraineté énergétique, alimentaire ou technologique ; pas plus de préparation pour répondre aux risques stratégiques qui émanent de la Russie mais aussi de la Chine, de la Turquie, de l'Iran ou du terrorisme islamiste dont la menace n'a nullement disparu.

La liberté politique, enjeu central du XXI^e siècle

La grande confrontation des démocraties avec les régimes autoritaires n'est pas un choix ; elle est imposée par la volonté de la Chine, de la Russie, de l'Iran, voire de la Turquie (au travers de son jeu de balancier entre l'est et l'ouest), d'éradiquer la liberté et de tirer un trait sur l'Occident réputé décadent. Rien n'est pire, politiquement comme intellectuellement, que de confondre ce que l'on souhaite avec la réalité. Il est bien vrai que l'émergence de la Chine était construite sur la mondialisation et les liens économiques et financiers tissés avec les États-Unis. Il est bien vrai que la Russie, qui regorge de combustibles et de matières premières, constitue le partenaire naturel et idéal de l'Europe, forte de ses capitaux, de ses technologies et de ses compétences. Il est bien vrai que la fragile économie turque est suspendue aux financements et aux marchés des États-Unis et d'Europe. Il est bien vrai que l'Iran dispose de tous les atouts pour devenir un grand pays émergent s'il s'émancipe de la théocratie. Mais tout cela est de peu de poids face à la dynamique politique, aux ambitions des empires autoritaires et à leur volonté de construire un monde post-occidental.

La liberté politique fut au cœur de l'histoire du XIX^e siècle à travers la confrontation entre les sociétés d'Ancien Régime et les démocraties, puis du XX^e siècle avec la lutte à mort entre les empires totalitaires et les nations libres. Elle constitue désormais l'enjeu central de l'histoire universelle du XXI^e siècle, mettant aux prises les nouveaux régimes autoritaires et les démocraties.

Cette confrontation est entrée dans une phase directe et violente avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, forte

de son alliance avec la Chine. Elle réinstalle une logique de guerre froide, en Europe comme dans le Pacifique. Elle n'oppose pas le bien au mal, ni le vice à la vertu. Mais les faits, la raison et la morale interdisent de placer les protagonistes sur le même plan. Malgré leurs défauts, leurs faiblesses et leurs défaillances, malgré même leurs infidélités aux valeurs dont elles se réclament, les démocraties demeurent fondées sur les principes de l'égalité des hommes, de l'encadrement du pouvoir, de la maîtrise de la violence par les règles de l'État de droit. Les nouveaux autoritarismes reposent pour leur part sur la concentration de toute l'autorité entre les mains d'hommes forts, sur l'institutionnalisation de la violence et du mensonge, sur le contrôle par l'État de l'économie, de la société et des médias. La politique est pour eux la poursuite de la guerre par d'autres moyens.

Un réalisme objectif impose de reconnaître que la brutalisation du monde et la libération de la violence ne sont pas le fait des nations libres mais des ambitions de puissance de la Russie et de la Chine, de l'Iran ou de la Turquie, au détriment de la souveraineté des nations et du droit inaliénable des peuples et des hommes à décider de leur destin. Leur véritable ennemi est la démocratie, son nom est l'Occident.

Après les trois conflits mondiaux du XX^e siècle, les premières décennies du XXI^e siècle n'apparaissent donc pas sous le signe de la paix, mais plutôt sous celui d'un entre-deux-guerres. La chute du Mur en 1989 a débouché, comme en 1918, sur une simple suspension des hostilités et non sur la construction d'un nouvel ordre mondial comme en 1945.

L'histoire ne se répète pas, mais force est de constater que certaines lignes de force demeurent omniprésentes. La Chine reste obsédée par la revanche sur les traités

inégaux imposés par les puissances européennes au XIX^e siècle. Vladimir Poutine cherche à rejouer la Grande Guerre patriotique en prétendant contre toute raison « dénazifier » l'Ukraine. Recep Erdoğan vit dans la nostalgie de l'Empire ottoman qu'il entend ressusciter contre la République de Mustafa Kemal. Aux États-Unis, Joe Biden réactive la loi du prêt-bail votée en 1941, pour financer l'aide militaire à Kiev.

Si le système mondialisé du XXI^e siècle diffère profondément des années 1930, la configuration géopolitique présente des ressemblances troublantes. La stratégie de Vladimir Poutine pour remettre en question l'ordre international, assouvir sa soif de revanche et reconstruire l'Empire soviétique épouse les étapes de la constitution par Hitler d'un espace vital pour le III^e Reich au fil de la remilitarisation de la Rhénanie en 1936, suivie de l'annexion de l'Autriche et de la région des Sudètes en 1938, de la Tchécoslovaquie en 1939, puis de l'invasion de la Pologne le 1^{er} septembre 1939. Cette marche vers la guerre fut ponctuée par la conférence de Munich en septembre 1938 qui acta l'impuissance des démocraties – acceptant toutes les concessions diplomatiques pour éviter un conflit que leur lâcheté rendait inévitable –, puis du pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, qui donnait à Hitler les mains libres pour envahir l'Europe. Les démocraties entrèrent dans la guerre à reculons, affaiblies par leurs conflits intérieurs, par le caractère tardif de leur réarmement et par leur division. Elles le payèrent de leur débâcle initiale face aux armées du Reich et de la conquête de l'Europe continentale par les nazis.

Depuis le début du XXI^e siècle, les démocraties ont multiplié les guerres inutiles et les défaites, de l'Afghanistan au Sahel en passant par l'Irak et la Syrie. Encouragés par

la crise intérieure et le repli stratégique des États-Unis, les empires autoritaires ont imposé leur agenda et cherché à asseoir leur suprématie par une succession de coups de force, qu'il s'agisse de la Chine à Hong Kong, en mer de Chine ou face à Taïwan, de la Russie en Ukraine, en Syrie ou en Afrique, de la Turquie en Méditerranée orientale, au Maghreb ou au Moyen-Orient, ou encore de l'Iran au Liban, en Irak et en Syrie. Leur influence a considérablement progressé dans les pays du Sud à travers l'exportation de leur modèle conjuguant pouvoir personnel, fusion de l'État et des services de sécurité, économie de prédation contrôlée par des oligarques proches du pouvoir, contrôle et manipulation de l'information.

Pour autant, l'issue de la grande confrontation n'est pas jouée et le destin du XXI^e siècle reste ouvert. La maxime de Lord Acton selon laquelle « le pouvoir tend à corrompre ; le pouvoir absolu corrompt absolument » demeure exacte. En Chine, la stratégie zéro Covid maintenue contre toute raison par Xi Jinping a cassé le cycle des Quarante Glorieuses et provoqué une révolte des classes moyennes urbaines, avant de déboucher sur une catastrophe sanitaire à la suite de sa levée non préparée, sapant ainsi l'une des deux sources de légitimité du parti communiste avec le nationalisme. La guerre d'Ukraine décidée et poursuivie par Vladimir Poutine ne peut se terminer pour la Russie que par un échec militaire, économique et stratégique, le réveil et le renforcement de l'OTAN ayant pour pendant la dépendance de Moscou envers Pékin, dont le poids démographique, économique et politique est infiniment supérieur.

Les démocraties pour leur part conservent d'immenses ressources qui peuvent leur permettre de résister au défi qui leur est lancé. Mais à la double condition de surmonter la crise intérieure qui les mine et

de s'unir autour de la défense de leurs intérêts de long terme et de leurs valeurs. L'agression de l'Ukraine et sa résistance héroïque ont certes provoqué une prise de conscience et une remarquable mobilisation. Les citoyens des nations libres ont redécouvert l'importance de la liberté et l'impératif de sa défense. L'Occident a repris conscience de son existence, de son héritage et de son unité à travers les menaces des puissances qui se sont fixé pour objectif sa liquidation.

Mais les démocraties demeurent divisées sur les objectifs de l'invasion et l'attitude à observer vis-à-vis de la Russie. Surtout le sentiment de fatigue à l'égard de la guerre gagne les opinions, confrontées à la stagflation et à la crise énergétique et alimentaire, et confronté à la fortune des forces populistes. L'intervention russe en Ukraine constitue ainsi un test de la résilience des démocraties, particulièrement en Europe, et de leur aptitude à définir et à appliquer dans la durée une stratégie efficace d'endiguement contre les empires autoritaires. Tout dépendra ultimement des citoyens, de leur engagement ou de leur renoncement à défendre la liberté. Thucydide rappelait à juste titre que « c'est la guerre qui assure la paix, bien mieux que le refus de combattre par amour de la tranquillité ».

Pour avoir cédé à la démesure et à la facilité après l'effondrement de l'Union soviétique, les démocraties font de nouveau face à une menace existentielle pour leur sécurité. Elle s'ajoute et interagit avec une crise intérieure, à la fois économique, financière, politique et morale, qui s'incarne dans la poussée des mouvements populistes. Elles n'ont aujourd'hui plus droit à l'erreur. Elles n'ont d'autre choix que de rétablir un rapport de force et une capacité de dissuasion face aux empires autoritaires tout en soignant enfin leurs maux intérieurs.

Dès lors surgissent plusieurs questions décisives. La confrontation entre les démocraties et les régimes autoritaires est-elle la clé de l'histoire du XXI^e siècle ? Conduit-elle vers une nouvelle guerre mondiale ? Qui a perdu l'après-guerre froide ? Quelle sortie pour la guerre d'Ukraine ? Quelle stratégie imaginer et déployer pour défendre la liberté dans l'âge de l'histoire universelle ? Comment les nations libres peuvent-elles réinvestir dans leur sécurité pour faire face aux menaces des empires autoritaires tout en ménageant une issue à la crise qu'elles traversent ? Comment assurer la sauvegarde des biens communs de l'humanité, à commencer par l'environnement, dans un système mondial de plus en plus fragmenté et conflictuel ?